

Nouveaux Cahiers du socialisme



La gauche canadienne et le Québec. Les multiples dimensions d'un dialogue inachevé

Pierre Beaudet

Numéro 24, automne 2020

La question nationale revisitée. Enjeux, stratégies, convergences

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94053ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (2020). La gauche canadienne et le Québec. Les multiples dimensions d'un dialogue inachevé. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 176–182.

La gauche canadienne et le Québec

Les multiples dimensions d'un dialogue inachevé

Pierre Beaudet¹

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

Dans le tourbillon actuel des débats au Québec et au Canada sur la triple crise, sanitaire, économique et environnementale, qui prend de l'ampleur, la gauche a formulé plusieurs propositions quant à la « grande transition » qu'il faut définir et pour laquelle il faut lutter. Il y a cependant dans ces débats une sorte d'angle mort concernant les liens objectifs qui lient les dynamiques canadienne et québécoise. Cela relève presque d'une pathologie ! Sans aller jusque-là, la gauche québécoise a redéfini son projet de lutte pour une république sociale et écologique, comme si, en pratique, l'État, l'économie et la société au Canada n'entretenaient aucun rapport. À l'inverse, la gauche canadienne fait peu de cas de la problématique québécoise et se contente, de temps en temps, de se dire solidaire de la lutte pour l'émancipation sociale et nationale, mais sans rien proposer de concret pour nous renforcer mutuellement.

Ce dilemme n'est pas nouveau. Depuis longtemps, les tentatives de dialogue ont manqué de profondeur. Le « socialisme », pensait-on traditionnellement du côté des organisations de gauche canadiennes, allait « régler le problème » du Québec. Certains indépendantistes québécois, au contraire, pensaient naïvement que l'édifice du pouvoir de l'État fédéral et de la bourgeoisie canadienne allait miraculeusement s'effondrer à la suite d'un ou deux référendums.

¹ La perspective de ce texte a été longtemps discutée avec Richard Fidler, André Frappier et Andrea Levy. Je les remercie. Le texte est le mien par ailleurs.

Cette naïveté mêlée d'aveuglement ne nous permet pas de bien comprendre le rapport entre nos luttes, ni de penser à des stratégies susceptibles de nous renforcer mutuellement, ni de nous faire avancer concrètement vers la grande transition postcapitaliste. C'est cela que nous voulons démêler, dans le sillon des travaux de précurseurs², en nous penchant plus particulièrement sur le « côté canadien » du problème et en retraçant les grandes étapes de l'itinéraire politique de la gauche canadienne eu égard à la question nationale québécoise.

À l'origine, le Parti communiste

Fondé en 1921, le Parti communiste du Canada (PCC) a formulé un projet socialiste aux couleurs de la révolution soviétique et de la Troisième Internationale. Une partie, surtout ouvrière, de la génération militante de l'époque s'est reconnue dans ce projet. Pourtant, le PCC ne put prendre racine au Québec. Pour le parti, le Québec ne répondait pas aux « critères » de reconnaissance d'une nation suivant la définition canonique de Staline. Notamment, il ne possédait pas un espace économique autonome³. Des débats assez vifs contestèrent cette vision, et permirent à des marxistes québécois de créer un Parti communiste canadien-français. Cette idée tourna court devant le veto de l'Internationale communiste où des communistes canadiens exerçaient des pressions. Plus tard, dans les années 1930, le Parti communiste put s'enraciner dans les luttes ouvrières, mais démontra une grande insensibilité en ce qui concerne la question nationale québécoise. En pratique, cette attitude du PCC fut en partie responsable de son isolement au Québec et du fait que peu de Canadiens français ont adhéré au parti : la majorité des membres étaient des immigrants et des immigrantes d'origine européenne.

Cependant, on observe en 1937 un certain dégel. Un intellectuel associé au PCC, Stanley Bréhaut Ryerson, réexamine l'histoire de la formation du Canada et conclut que le système colonial canadien a résisté à la lutte démocratique et républicaine au cœur de la rébellion de 1837-1838, vécue principalement au Québec, qu'il s'est doté d'une structure politique inégale et qu'il a imposé au Québec un rôle subordonné. Pour Ryerson, les communistes devaient en prendre acte et proposer une lutte qui intègre les revendications démocratiques des deux peuples⁴.

2 Nous pensons notamment à l'ouvrage de Serge Denis, *Le long malentendu. Le Québec vu par les intellectuels progressistes au Canada anglais 1970-1991*, Montréal, Boréal, 1992.

3 Dans *Le marxisme et la question nationale* (1913), Staline établissait des critères « objectifs » et « universels » pour définir une nation. Cette définition excluait un grand nombre de nations qui ne pouvaient, par conséquent, selon Staline, revendiquer leur droit à l'autodétermination. Le texte de Staline : <www.marxists.org/francais/general/staline/works/1913/js1913.pdf>.

4 Ryerson a écrit plusieurs ouvrages sur l'histoire de la formation sociale canadienne. Dans les années 1970, alors qu'il avait quitté le Parti communiste, il en a publié une version actualisée et critique, *Capitalisme et confédération. Aux sources du conflit Canada/Québec*, Montréal, Parti Pris, 1978.

Ce changement de perspective des communistes ne dura pas longtemps. Sous la pression de la montée du fascisme et de la Deuxième Guerre mondiale, le PCC concentra ses efforts sur le soutien aux gouvernements que l'URSS considérait comme ses alliés. Ainsi, le PCC appuya-t-il l'effort de guerre d'Ottawa et, ce faisant, s'efforça de combattre l'opposition populaire à la conscription au Québec, alors que celle-ci exprimait un sentiment essentiellement anticolonialiste.

Après la guerre, le PCC proposa un projet de renforcement de l'État fédéral. On s'y opposa au Québec, notamment autour du populaire leader syndical Henri Gagnon. Ce dernier critiquait le refus du PCC d'inclure dans son programme le droit à l'autodétermination : le PCC préférait parler d'« égalité entre les nations » dans un Canada reconfiguré⁵. Le nouveau programme du PCC (alors appelé Parti ouvrier-progressiste) priorisait la lutte pour « l'indépendance canadienne au regard de la domination américaine ». De ce fait, la majorité des communistes canadiens-français se détachèrent du parti, alors affaibli par la guerre froide et coincé dans un terrible aveuglement en ce qui concerne les pratiques de l'État soviétique.

Dans les années 1960, le PCC connut un profond déclin devant la nouvelle gauche québécoise. Dénonçant le « séparatisme » comme contraire à l'intérêt des travailleurs et des travailleuses, le PCC proposait une nouvelle constitution canadienne fondée sur une assemblée constituante qui, pensait-il, allait permettre « l'union volontaire de toutes les nations du Canada ». À ce moment-là, le PCC fut dépassé par l'essor des nouvelles gauches, notamment au Québec où prenait forme un mouvement socialiste-indépendantiste pour qui l'indépendance demeurait absolument liée à l'abolition d'une structure toujours coloniale.

La social-démocratie canadienne pour un Canada « fort et uni »

La social-démocratie canadienne, incarnée au départ par la Co-operative Commonwealth Federation (CCF, la Fédération du commonwealth canadien) et plus tard par le Nouveau Parti démocratique (NPD), s'est également rangée sous le drapeau du nationalisme canadien. L'État fédéral constituait pour les sociaux-démocrates le principal instrument avec lequel accomplir les grandes réformes sociales nécessaires à la construction d'une social-démocratie « *made in Canada* ». Ce parti manifestait une certaine ouverture aux revendications mises de l'avant par des syndicalistes

5 Sur Henri Gagnon, voir Robert Comeau et Bernard Dionne, *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB, 1989. Un texte inédit d'Henri Gagnon, *Les militants socialistes au Québec* (date non précisée mais probablement paru en 1980) est disponible en ligne : <<http://www.pcq.qc.ca/Dossiers/PCQ/Histoire/LesMilitantsSocialistes.pdf>>.

québécois qui estimaient que le Canada était formé de deux nations et qu'il fallait, si on voulait démocratiser ce pays, respecter les droits de ces deux nations⁶.

Cependant, quand vint le moment de concrétiser cette volonté, le débat prit une mauvaise tournure. Les sociaux-démocrates québécois, membres du NPD, désiraient une structure québécoise autonome, dotée d'une identité et d'une appellation propre (le Parti socialiste du Québec, PSQ), intégrée au NPD et active lors des campagnes fédérales. Dans le cours des changements politiques des années 1960, le PSQ finit par accepter la possibilité de l'indépendance, mais seulement en dernier recours⁷. Idéalement, pensait-on, les sociaux-démocrates lutteraient ensemble pour des réformes sociales et des réformes politiques permettant au Québec d'exprimer sa personnalité, sa culture et ses droits. Mais la direction du parti fédéral a rejeté cette proposition, ce qui conduisit à la rupture entre le NPD et le PSQ et plus encore, à une longue éclipse du NPD⁸.

Le débat a repris dans les années 1970. Sous l'impulsion de militantes et de militants de la gauche du NDP regroupés sous l'égide du « Waffle », on demandait un virage plus radical, tant sur les questions canadiennes que sur le dilemme québécois. Devant le puissant mouvement social et national au Québec, des syndicalistes et des intellectuels exigeaient que l'autodétermination du Québec fasse partie intégrante d'une lutte pour la création d'un Canada socialiste indépendant, libéré de sa dépendance envers les États-Unis. Mais la direction du NPD voyait les choses autrement et rejeta les propositions du Waffle.

Par la suite, lors des deux référendums québécois, le NPD s'est rangé dans le camp du Non avec les forces fédéralistes et les patronats québécois et canadien. Après la victoire frauduleuse de l'État fédéral en 1995, le NPD a appuyé le gouvernement du Parti libéral fédéral et voté une loi niant effectivement le droit à l'autodétermination, la Loi sur la clarté référendaire.

Le NPD a entrepris une dernière tentative pour changer son image au début des années 2000. L'élection de Jack Layton à la tête du parti s'est accompagnée d'une politique de reconnaissance plus explicite du droit à l'autodétermination⁹, c'est-à-dire le droit du Québec de constituer un État indépendant, à condition qu'une majorité

6 Voir à ce sujet, Pierre Beaudet, *Le parti socialiste du Québec et la question nationale (1963-1967)*, *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 28 octobre 2016, <www.cahiersdusocialisme.org/le-parti-socialiste-du-quebec-et-la-question-nationale/>.

7 À la fin de 1967, il ne restait plus que 58 membres du NPD au Québec. Peu après, le PSQ s'est dissous pour laisser la place à des groupes plus radicaux, comme le Mouvement pour la libération populaire, le Comité indépendance et socialisme, le Front de libération populaire.

8 Pierre Beaudet, *Le parti socialiste du Québec et la question nationale*, *op. cit.*

9 La « Déclaration de Sherbrooke » fut par la suite endossée par un congrès du NPD.

(50 % + 1) de Québécoises et de Québécois répondent oui à une question « claire »¹⁰. Ce virage a permis au NPD de dépasser le Bloc québécois aux élections fédérales en 2011. Après l'intronisation de Thomas Mulcair à la suite du décès de Layton, les interventions du NPD revinrent au registre traditionnel profédéraliste¹¹.

Après les déboires du parti lors des élections fédérales de 2016, les débats ont repris au NPD. Un regroupement spontané, le *Leap Manifesto* (Un bond vers l'avant) s'est constitué autour de l'autrice bien connue, Naomi Klein, et de son époux Avi Lewis. Le manifeste proposait une critique assez radicale du programme du NPD sur les questions sociales et environnementales ; par ailleurs, il est resté silencieux sur la question québécoise.

Si les traditions communistes et sociales-démocrates n'ont pu trouver leur chemin par rapport à la question nationale québécoise, divers courants de gauche se sont exprimés au fil des années. Des organisations dites « marxistes-léninistes » (m.-l.) inspirées des traditions stalinienne ont repris le narratif communiste antérieur. Le nationalisme québécois était un horrible piège, disaient-elles, et il fallait se battre pour un Canada uni et socialiste. Des groupes comme le Parti communiste ouvrier et l'Organisation marxiste-léniniste En Lutte ont mené le combat à la fin des années 1970 contre le courant « indépendance et socialisme » qu'ils qualifiaient de « traître » à la classe ouvrière. Cet aveuglement de même que des pratiques sectaires et agressives ont conduit ces groupes m.-l. à se dissoudre dans l'indifférence générale en 1982-1983¹².

Les courants socialistes

Contre les m.-l., une gauche indépendante canadienne, en grande partie inspirée de la Quatrième Internationale, comme la Ligue socialiste ouvrière¹³, a préconisé une approche contraire. Parallèlement, des marxistes universitaires tels Leo Panitch et Greg Albo évoquaient les contradictions inhérentes au système d'État canadien, mais sans aborder spécifiquement la question québécoise¹⁴. Cependant, l'articulation entre la question sociale et la question nationale est restée incomplète. Globalement, les

10 Si le NPD répond aux attentes du Québec et accepte que celui-ci décide de son avenir, il ne formule pas une pensée stratégique sur le processus démocratique qui permettrait l'exercice de ce choix, particulièrement dans le contexte d'un État fédéral fort capable d'empêcher le Québec d'avancer.

11 Avant d'être chef du NPD, Mulcair a été un militant et un élu du Parti libéral du Québec, après avoir été à la tête de divers lobbys hostiles à la loi 101 et au gouvernement du PQ.

12 Cette dissolution résulte en grande partie de leur position contre le projet soumis au référendum de 1980, position qui diminuait l'influence modeste qu'ils avaient acquise, notamment dans le mouvement syndical.

13 Dès 1970, la Ligue socialiste ouvrière, qui regroupait la majorité des partisans de la Quatrième Internationale au Canada et au Québec, se prononçait pour l'indépendance du Québec, dans le cadre d'une stratégie binationale anticapitaliste et anti-impérialiste.

14 Leo Panitch (dir.), *The Canadian State. Political Economy and Political Power*, Toronto, University of Toronto Press, 1977.

militantes et militants canadiens, dans leur majorité, restaient indifférents à la question québécoise, alors qu'ils adhéraient à un nationalisme canadien de gauche, aux couleurs de l'anti-impérialisme américain.

Cependant, des chercheurs marxistes ont fait preuve d'ouverture à un véritable dialogue avec le Québec. Ce fut le cas notamment du juriste Michael Mandel, qui disséqua les manœuvres fédérales destinées à bloquer les aspirations québécoises¹⁵. D'autres progressistes canadiens ont expliqué la légitimité des revendications québécoises, sans nécessairement appuyer explicitement l'indépendance du Québec¹⁶.

Dans le paysage progressiste du Canada, des militantes et militants ont tenté d'aller plus loin. Ce fut le cas notamment du magazine *Canadian Dimension*, une des publications de gauche les plus influentes au pays¹⁷. Elle a été le « porte-voix » de celles et ceux qui ont appuyé sans nuance le droit à l'autodétermination du Québec, bien qu'avec certaines réticences concernant le projet d'indépendance qui représentait, selon *Canadian Dimension*, un potentiel affaiblissement et du Canada et du Québec face à l'hégémonisme américain. Le Socialist Project de Toronto, un réseau militant d'intellectuels et de syndicalistes, a suivi une trajectoire semblable et se déclare en faveur de l'autodétermination, y compris du droit du Québec de constituer un État indépendant¹⁸.

Ces dernières années, plusieurs tentatives de dialogue ont eu lieu, dont le Forum social des peuples en 2014 et la formation d'un réseau informel lié aux séminaires et aux rencontres organisées par les *Nouveaux Cahiers du socialisme*, *Canadian Dimension* et la Société des études socialistes, à Edmonton, à Toronto, à Montréal, à Halifax. Malgré les efforts, ce travail est inachevé et n'a pas encore dégagé de perspectives claires¹⁹.

Comme toujours, on a du mal à aborder les questions politiques, tant pour comprendre la nature du capitalisme canadien et de l'État que pour déterminer des stratégies de lutte effectives. Le caractère fragmenté, on pourrait dire provincialisé, des rapports de classe, le fait que la gestion politique soit locale et rarement fédérale ou nationale, peuvent expliquer cette situation. Le rôle de l'État fédéral reste central : la politique monétaire, les relations internationales, les grandes priorités en ce qui concerne l'énergie et d'autres secteurs stratégiques. Mais ce rôle est, jusqu'à un certain point occulté, non perçu comme une intervention directe dans les conflits sociaux.

15 Michael Mandel, *The Charter of Rights and the Legalization of Politics in Canada*, Toronto, Wall & Thompson, 1989.

16 Notamment Daniel Drache et Roberto Perin, *Negotiating with a Sovereign Quebec*, Toronto, Lorimer, 1992 ; Philip Resnick, *Towards a Quebec-Canada Union*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1991 ; Robert A. Young, *The Secession of Quebec and the Future of Canada*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1997 ; Kenneth McRoberts, *Misconceiving Canada. The Struggle for National Unity*, Oxford, Oxford University Press, 1997 ; Jeremy Webber, *Reimagining Canada*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1994.

17 *Canadian Dimension* : <<https://canadiandimension.com/>>.

18 *Socialist Project* : <<https://socialistproject.ca/>>.

19 Voir le texte d'Andrea Levy et André Frappier, « Le défi de lutter ensemble » dans ce numéro des NCS.

Pour ne pas conclure : les défis de la gauche canadienne

- La gauche canadienne n'a pas encore produit une analyse approfondie de l'économie politique du Canada, de ses origines en tant qu'État colonial jusqu'à ses formulations nationales et sociales contemporaines. Elle est entièrement focalisée sur la lutte pour des réformes dans le cadre de l'État canadien, tel qu'il est.
- La gauche canadienne, à quelques exceptions près, considère le gouvernement à travers le prisme du nationalisme canadien. La revendication québécoise pour l'indépendance est vue comme un obstacle qui entrave la construction des alliances nécessaires pour accéder au pouvoir à Ottawa. Elle n'est pas vue comme une ouverture stratégique qui permet de repenser la nature de l'État canadien, encore moins comme la possibilité de refonder un État construit sur une base plurinationale et populaire.
- La gauche canadienne ne semble pas comprendre que les classes populaires du Québec aspirent à transformer l'État dans le cadre québécois, ce qui implique la création d'une république indépendante.
- Pour la gauche canadienne, l'identité nationale québécoise peut être « accommodée » (comme dans la Déclaration de Sherbrooke du NPD), sans passer par une réforme constitutionnelle.
- Pour les progressistes canadiens, l'ouverture à l'indépendantisme survient lorsque le Québec pose un défi à l'intégrité territoriale de l'État canadien, comme au début des années 1970, en 1980 et en 1995.
- La gauche canadienne connaît très peu Québec solidaire, alors que cette expérience pourrait être inspirante et préparer des alliances progressistes postindépendance.

Aujourd'hui, l'essor de la résistance autochtone ouvre la perspective de remettre en question les structures mêmes de l'État colonial. Une recomposition des forces socialistes au Canada, au Québec et parmi les peuples autochtones est un projet qui ne sera ni simple ni facile, mais pour arriver à changer le rapport de forces, il faudra une grande convergence.